

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

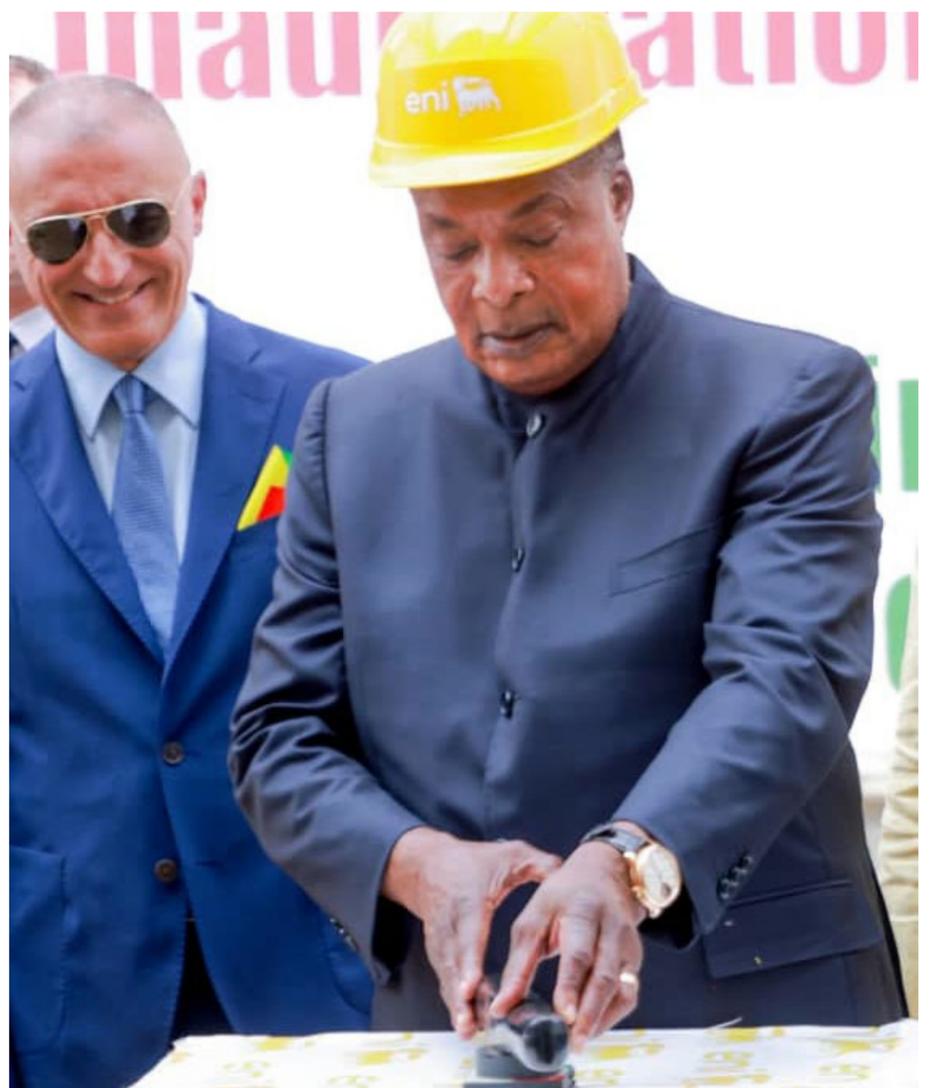
N°5040 - MARDI 1^{er} JUILLET 2025

INDUSTRIE

Une usine de biocarburants à Loudima

Agri-hub Arturo Bellezza de Loudima est le nom de la société de production de biocarburants que la compagnie pétrolière italienne Eni vient d'édifier dans la ville éponyme sur les terres du département de la Bouenza. Elle a officiellement été mise en service le 28 juin par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso. En créant, l'année dernière, dans son pays d'origine Eni Naturel Energies Congo SAU, sa filiale dédiée aux activités autres que pétrolières, l'opérateur italien s'oriente vers ce qu'il appelle « une transition juste et durable » dans sa stratégie de promouvoir les énergies renouvelables. Première expérience en la matière au Congo, l'unité de production de biocarburants de Loudima innove en termes de valorisation des oléagineux tels que le tournesol, le ricin et le soja cultivés localement.

Page 16



Le président Denis Sassou N'Gusso lors du lancement de l'activité d'Agri-hub de Loudima en compagnie du représentant d'Eni Guido Busco/Adiac

TALANGAI

La FMC vole au secours des victimes d'inondations



Fiston Ingani offrant des kits alimentaires aux sinistrés/Adiac

Le conseil du comité de la Force montante congolaise (FMC) de Talangaï, sixième arrondissement de Brazzaville, a offert le 29 juin des produits alimentaires aux populations victimes des inondations causées par la pluie qui s'était abattue sur la capitale dans la nuit du 13 au 14 juin.

Page 7

VIE DES PARTIS

Une nouvelle secrétaire générale au PAR

Le Parti de l'action pour la République Mâ (PAR) d'Anguios Nganguia Engambe a tenu, le 29 juin à Brazzaville, un congrès extraordinaire à l'issue duquel Jessica Prismelle Ognangué a été élue secrétaire générale de cette formation politique en remplacement de Simon Gérard Ndala.

Page 3



Jessica Prismelle Ognangué, nouvelle secrétaire générale du PAR/Adiac

EDUCATION

L'employabilité des étudiants au centre d'une rencontre

Les assises sur l'employabilité et l'entrepreneuriat des étudiants ont été ouvertes hier à Brazzaville par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Elles visent à ajuster l'écosystème de l'enseignement supérieur aux besoins de développement et du marché de l'emploi.

Page 16

ÉDITORIAL

Réprimander

Page 2

ÉDITORIAL

Réprimander

La République du Congo ne cesse d'être approchée par des investisseurs étrangers qui s'engagent, pour la plupart d'entre eux, dans l'exploitation des hydrocarbures, des mines, du bois et d'autres ressources naturelles à forte valeur ajoutée, créant autant d'opportunités d'emplois.

Les activités menées par ces compagnies contribuent ipso facto au développement socioéconomique à travers notamment le paiement des impôts et des taxes auxquels sont assujetties toutes les entreprises installées sur le territoire congolais.

Il reste que la pratique d'activités économiques est régie par des lois de telle sorte qu'il y ait un équilibre entre l'exploitation et la préservation des ressources. Mais, dans leur modus operandi, certaines sociétés n'observent pas toujours les prescriptions sur le respect de l'environnement et la responsabilité sociétale.

La règle est pourtant la même pour tous, et les services de contrôle sont tenus d'en réprimander sans complaisance les contrevenants en exigeant de tous l'application des textes définissant les conditions d'exercice des activités économiques pour éviter que les sociétés ne se livrent à des pratiques illicites.

On le sait, la menace climatique croissante est en partie liée à la surexploitation des sols, à l'abattage sauvage des essences florales et fauniques. Il faut donc que la justice s'applique et que les auteurs de tels actes écopent de sanctions proportionnelles aux infractions commises. Notre survie en dépend.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉVELOPPEMENT

Les capacités de la société civile renforcées

Les membres d'une vingtaine de structures de développement ont bénéficié d'un programme de formation pendant trois ans et demi, grâce à un appui de l'Union européenne (UE). Les résultats sont jugés encourageants en termes de capacités institutionnelles et opérationnelles des organisations de la société civile (OSC) bénéficiaires.



Les parties prenantes posant en famille DR

Les activités du projet de renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des OSC membres du Cadre de concertation des organisations non gouvernementales de développement (Precap-CCOD) ont été officiellement bouclées, le 27 juin à Brazzaville, avec la présentation du rapport bilanciel. Celui-ci démontre des avancées dans la mise en œuvre des formations et des évaluations. Le projet a permis d'outiller les acteurs de la société civile congolaise, notamment en matière de création et d'animation d'un site web, de planification stratégique, de stratégie de communication, de gestion du cycle de projet, ainsi que de gestion financière et comptable.

Au cours des quarante-deux der-

niers mois, les OSC ont été formées dans cinq localités : Dolisie, Djambala, Ouessou, Brazzaville et Pointe-Noire. D'après le président du Conseil d'administration du CCOD, Dominique Matondo, des progrès tangibles ont été réalisés sur le terrain. « Les témoignages des OSC et des autres bénéficiaires montrent que les avancées sont bien visibles. Nous saluons l'UE pour son soutien. Il appartient désormais à ces OSC de mettre en pratique leurs nouvelles compétences sur le terrain. Pour l'avenir, nous allons nous rapprocher des autorités, car il convient que le gouvernement prenne le relais. Si nous soutenons l'œuvre du gouvernement, les autorités doivent également nous venir en

aide », a-t-il déclaré.

Les porteurs de projets, tels que ceux de l'unité de production agroalimentaire, ont été accompagnés dans la réalisation de leurs initiatives de développement. Luciano Thibault Boyeka Moussolo, point focal pour l'environnement, le développement durable et le bassin du Congo, est l'un des bénéficiaires du Precap-CCOD. Il s'est réjoui que les entrepreneurs et autres porteurs de projets dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage aient été intégrés au dispositif du projet. « Nous devons toujours travailler en collaboration, que ce soit avec les pouvoirs publics ou avec des investisseurs et partenaires extérieurs », a insisté ce jeune leader.

Fiacre Kombo

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

VIE DES PARTIS

Jessica Prismelle Ognangué élue secrétaire générale du PAR

Secrétaire générale par intérim du Parti pour l'action de la républiqueMâ (PAR) depuis des mois, Jessica Prismelle Ognangué a été confirmée à ce poste à l'issue du congrès extraordinaire tenu du 28 au 29 juin à Brazzaville, sous la direction d'Anguios Nganguia-Engambé, président de cette formation politique de l'opposition.

Le premier congrès extraordinaire du PAR s'est tenu sur le thème « Redynamisation des instances dirigeantes à la hauteur des enjeux imminents », en présence de quelques représentants des partis politiques alliés de l'opposition. Trois cent soixante-dix congressistes ont participé à ces assises axées sur trois points, dont le plus saillant a porté sur l'élection du nouveau secrétaire général du parti. Ainsi, à la suite du scrutin à main levée, Jessica Prismelle Ognangué a été élue à ce poste à la majorité écrasante par 279 voix contre une seule abstention. Elle succède désormais à Simon Gérard Ndala, suspendu depuis des mois pour fautes professionnelles. Hormis la secrétaire générale élue, les autres instances du parti restent en place jusqu'à la tenue, le 10 décembre 2026, du deuxième congrès ordinaire. Poursuivant les travaux, les congressistes ont débattu des modalités de la tenue, le 25 nombre prochain, des élections primaires consacrées à la désignation du candidat devant porter l'étendard du PAR à l'élection présidentielle de mars 2026.

« Nous demandons aux Congolais de la diaspora de déposer leurs candidatures aux élections primaires qui sont prévues très bientôt afin de tenter leur chance face à moi. En ma qualité de démocrate, un éminent cadre du PAR me battre, je le soutiendrai jusqu'au bout. Au lieu que cela soit toujours moi, j'aimerais aussi donner à d'autres cadres du parti la chance de briguer la magistrature suprême en 2026. Je tends donc la main à tous les cadres du parti caressant des ambitions politiques de saisir l'occasion », a indiqué Anguios Nganguia-Engambé.

Appel à un candidat unique de l'opposition en 2026

Membre de l'opposition, le président du PAR est revenu sur les



Jessica Prismelle Ognangué, nouvelle secrétaire générale du PAR/Adiac

« Nous demandons aux Congolais de la diaspora de déposer leurs candidatures aux élections primaires qui sont prévues très bientôt afin de tenter leur chance face à moi. En ma qualité de démocrate, un éminent cadre du PAR me battre, je le soutiendrai jusqu'au bout. Au lieu que cela soit toujours moi, j'aimerais aussi donner à d'autres cadres du parti la chance de briguer la magistrature suprême en 2026. Je tends donc la main à tous les cadres du parti caressant des ambitions politiques de saisir l'occasion »

enjeux de l'élection présidentielle de 2026. A ce propos, il a souligné que pour des besoins d'alternance politique démocratique, il acceptera l'idée d'un éventuel candidat unique à la présidentielle de l'année prochaine. Mais, à condition qu'un scrutin primaire soit organisé en amont par l'ensemble de l'opposition congolaise qui devra élire, à l'unanimité, le candidat qui épousera l'assentiment de tous. « L'élection présidentielle va se tenir en mars 2026, il n'y aura pas de transition à faire. Pour l'opposition congolaise dont je suis membre, je suis partant pour une candidature unique, mais à condition que des élections primaires soient organisées au préalable pour déterminer la personne qui va représenter l'opposition », a conclu Anguios Nganguia-Engambé.

Créé en 2010, le PAR participe depuis 2009 à l'élection présidentielle. Son combat consiste à briguer la magistrature suprême pour gouverner autrement, en luttant contre les inégalités sociales et la mauvaise gouvernance.

Firmin Oyé

EMPLOYABILITÉ

L'ACPE échange avec la diaspora congolaise sur les opportunités d'emploi

Les dirigeants de l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) ont récemment organisé un webinar avec quelques membres de la diaspora congolaise à travers le monde afin d'échanger sur les ambitions de cette structure ainsi que sur les atouts de cette diaspora à propos des opportunités qu'offrent les entreprises au Congo.

Plusieurs points ont été évoqués au cours de l'échange entre l'ACPE et des représentants de la diaspora, entre autres, la présentation du site internet de cette agence illustrant ainsi les nouvelles fonctionnalités mises à la disposition des usagers pour faciliter l'accès à l'information, l'enregistrement en ligne et la recherche d'opportunités. Les participants ont interrogé depuis le Bénin, le Maroc, le Sénégal, la France, la Russie et d'autres pays.

Ce premier webinar qui a réuni plus de 100 participants connectés à travers le monde a été enrichi par des interventions pertinentes et inspirantes de la diaspora, posant ainsi les bases d'une collaboration forte et constructive.

Selon le directeur général de l'ACPE, Jean Pinda Nianguoula, ce n'est que le début puisque d'autres rencontres suivront pour détailler davantage les



Les dirigeants de l'ACPE lors du webinar/DR

dispositifs, programmes et mesures d'accompagnement en matière de recherche de stages, d'emplois ainsi que d'opportunités d'auto-emploi. Il a, par ailleurs, détaillé les missions de l'agence et les enjeux liés à

l'employabilité des jeunes, tout comme la valorisation des talents des Congolais de la diaspora.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'Éducation Civique, de la Formation Quali-

fiante et de l'Emploi, Hugues Nguélondele a patronné cette activité. Il a rappelé les efforts du gouvernement dans les domaines de la formation et de l'employabilité des jeunes. Il a, par exemple, cité le décret

attachant l'ACPE à l'ensemble des missions diplomatiques du Congo, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de collaboration entre la diaspora et le marché de l'emploi national.

Rude Ngoma



AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Dans son projet d'optimisation de l'occupation de son siège social en vue de l'amélioration des conditions de travail de son personnel, Ecobank Congo souhaite s'attacher les services d'un ou plusieurs prestataires pour lui fournir les équipements de Bureau des espaces à occuper énumérés dans le cahier de charge.

Ledit cahier des charges ainsi que le dossier de soumission sont disponibles à la Direction Juridique/Secrétariat du Conseil d'Administration, située au 2^e étage du siège social, contre paiement d'un montant de *cent mille francs CFA (100.000 FCFA)*.

Les dossiers de candidature devront comprendre une offre technique et une offre financière, dûment signées et cachetées par le représentant légal du cabinet postulant. Ces offres devront être présentées en trois (3) exemplaires : Un (1) original et Deux (2) copies.

Les dossiers complets doivent être déposés au plus tard le vendredi 15 juillet 2025 à 16h00, date limite de réception des candidatures, auprès du Secrétariat de la Direction Générale, situé au 7^e étage du siège social d'Ecobank Congo SA.

Chaque enveloppe devra porter les mentions suivantes : « **APPEL D'OFFRES – FOURNITURE LES EQUIPEMENTS DE BUREAU** ».

A Monsieur le Directeur Général

ECOBANK CONGO SA,

BP : 2485 Centre-ville-Brazzaville, Immeuble ECOBANK CONGO

Tél. +242 05 200 62 62 / 06 719 01 01

Toute offre reçue au-delà du délai ci-dessus fixé ou en un lieu autre que le siège social de ECOBANK CONGO SA, sera rejetée.

KOUAME Brou Olivier
Directeur Général



CRÉER, GÉRER ET RÉUSSIR

Des jeunes congolais à l'école de l'entrepreneuriat

Le 27 juin, à l'occasion de la Journée mondiale des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), la direction départementale des PME de Brazzaville a organisé une master class sur le thème « Comment créer, gérer et développer son entreprise ». Cette initiative s'inscrit dans une dynamique nationale de soutien aux jeunes porteurs de projets et aux entrepreneurs désireux de structurer leurs activités.

« Cette master class vise à outiller nos jeunes entrepreneurs, nos porteurs de projets et nos dirigeants d'entreprise afin de leur permettre de mieux s'approprier les outils que le gouvernement a bien voulu mettre à leur disposition », a expliqué Rudy Stephen Mpiere Ngouamba Ambila, directeur général des PME en ouverture. Il a insisté sur la nécessité de « bâtir un écosystème fort, où se croisent les ambitions, se forment les partenariats et se dessinent des solutions concrètes ».

À l'occasion de cette master class, un panel de professionnels et responsables de structures d'appui à l'entrepreneuriat a permis d'aborder les principales étapes de la vie d'une entreprise : création, formalisation, financement, gestion des ressources humaines. Parmi les intervenants, Didane Ngafoula Ganao, direc-

Pixel et Murielle Koumen, cheffe de service communication à la

Caisse nationale de sécurité sociale.

À travers un exemple concret, notamment la création d'une unité de production de beignets, les participants ont été édifiés sur les étapes de l'accompagnement proposé par l'ADPME. Le représentant de l'ACPCE, quant à lui, a rappelé qu'« une entreprise qui n'a pas ces six documents-là n'est pas régulièrement formalisée ». Sur la question du financement, Dupond Ebouili a évoqué l'essor de mécanismes alternatifs. « Ce mode de financement fonctionne énormément au Sénégal », a-t-il expliqué à propos du crowdfunding et de l'angel funding. Il a insisté sur la nécessité d'adapter chaque financement à l'étape de vie de l'entreprise.



Une vue des officiels, entrepreneurs et étudiants venus participer à la masterclass/Adiac

L'entrepreneuriat, un parcours de combattant

L'un des temps forts de la rencontre a été le témoignage de Noé Kourissa, jeune entrepre-

neur congolais invité comme paneliste. Fondateur d'un restaurant lancé en 2016 à partir d'une passion pour les crêpes, il a raconté son parcours marqué par l'enthousiasme, l'échec, la résilience et l'envie de transmettre. « J'ai découvert que beaucoup excellent dans leur métier, mais échouent faute de gestion. Il faut apprendre, se former et bâtir une vision claire », a-t-il expliqué. Après un départ prometteur, un arrêt pour suivre une formation en administration des affaires, puis un redémarrage difficile, Noé a su se reconstruire pour proposer aujourd'hui un accompagnement sur mesure aux entrepreneurs en herbe.

Son histoire a illustré concrètement les difficultés, mais aussi les ressources disponibles pour

entreprendre avec méthode. Elle a trouvé écho auprès des jeunes dans la salle, nombreux à vouloir sortir du simple rêve pour bâtir du concret.

Une génération motivée à passer à l'action

Parmi les participants, deux étudiantes ont témoigné de l'impact de cette journée. Gracy Mangoumbou, étudiante en Transit et commerce international, a confié : « En lisant le thème de la masterclass, cela m'a motivée à venir, car j'ai un projet en tête, mais pas encore écrit. Être ici m'a donné l'envie de le mettre enfin sur papier, de me former, de mieux gérer et d'investir ». Même son de cloche du côté de Joseldie Mondésir Montombou, étudiante en droit des affaires. « Participer à cette masterclass m'a énormément apporté. À ceux qui hésitent, je dirai : structurez vos idées, même avec peu de moyens. Avec la bonne information, on peut partir de zéro et aller loin », a-t-elle fait savoir. Des propos qui traduisent la portée concrète de cette rencontre à mi-chemin entre inspiration et outils pratiques. Pour le directeur général des PME, l'objectif est clair : « Ensemble, continuons à bâtir ce futur prometteur en encourageant la créativité, en soutenant et en valorisant ce genre d'initiative ». Une ambition partagée par les institutions présentes, mais surtout par les jeunes eux-mêmes, prêts à transformer leurs idées en entreprises durables.

Merveille Jessica Atipo



Les panélistes décortiquant le thème du jour en vue de soutenir l'entrepreneuriat au Congo/Adiac

teur départemental des PME de Brazzaville ; Jean Rosen Biyoudi, chef de service administratif et juridique à l'Agence congolaise pour la création des entreprises (ACPCE) ; Christ Eloim Tounda, directeur de la promotion de l'esprit d'entreprise à l'agence de Développement des très petites, petites et moyennes entreprises (ADPME) ; Christian Mpara, directeur interdépartemental du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement de très petites, petites et moyennes entreprises et de l'artisanat (Figa) ; Dupond Ebouili, directeur de la Transformation et de l'Excellence opérationnelle dans le secteur bancaire ; Noé Kourissa, serial entrepreneur, CEO d'ARK Corporate LTD et gérant de ETS



Photo de famille/Adiac

RELIGION

Le Ministère chrétien du combat spirituel relance ses activités

Après environ trois ans de suspension, le Ministère chrétien du combat spirituel (MCCS) a officiellement relancé ses activités, le 29 juin, à Brazzaville.

La prédication de l'apôtre Bruno Jean Richard Itoua marquant la reprise des activités du ministère chrétien du combat spirituel a été tirée du texte de Jean 12 : 24. Un passage qui symboliquement appelle à mourir en Christ pour renaître. Allusion visiblement faite à la renaissance que vient de connaître cette église après environ trois ans de suspension de ses activités sur toute l'étendue du territoire national par le ministère de l'Intérieur. Selon le coordonnateur du

MCCS, Romuald Molongo, après la reprise officielle des activités, des actions de structuration seront menées. « Nous allons faire les états généraux dans tous les sièges; organiser une assemblée générale extraordinaire, des sessions de formation, entre autres », a-t-il fait savoir en présence de plusieurs délégations en provenance d'autres sièges du pays, notamment Pointe-Noire, Nkayi (département de la Bouenza), Dolisie (département du Niari), Ouesso



L'apôtre Bruno Jean Richard Itoua pendant sa prédication / Adiac

(département de la Sangha), Owando (département de la Cuvette).

Il a, par ailleurs, remercié le président et les membres de la Fondation pour Christ qui ont été de beaucoup pour le MCCS pendant le moment de détresse.

En rappel, le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a délivré, le 13 juin dernier, un récépissé autorisant la reprise des activités du MCCS. Ce, après la tenue de son assemblée générale inclusive en avril dernier. Laquelle assemblée a été considérée comme un préalable à la levée des sanctions du gouvernement.

Rominique Makaya

OPHTALMOLOGIE

Le Lions club Brazzaville reçoit un bâtiment pour le dépistage des maladies oculaires

La remise des clés du bâtiment 35 A et 35 B par Bertrand Bakoula, chef de section contrôle des occupants à la Direction centrale des logements et bâtiments administratifs (DCLBA) au président de région (PR) 25 du Lions club Brazzaville, Franck Hermann Kouassi, a eu lieu le week-end dernier.

Le bâtiment 35 A et 35 B remis au Lions club Brazzaville suite au décret du 30 décembre 2019 est destiné à abriter un centre de santé oculaire qui sera un point de présence pérenne devant lui permettre d'être plus proche de la population. Il sera également le siège de Lions club Brazzaville. Pour Claude Dossou, past-président de région 25 de Brazzaville, le Lions club international s'investit depuis plusieurs années dans la première cause humanitaire qui est la maladie des yeux. Beaucoup d'actions dans ce sens ont été menées depuis des années à travers le monde. A Brazzaville, chaque année, le Lions club organise des œuvres en direction des démunis, notamment des dépistages et des remises des lunettes. « Nous nous sommes dits pourquoi ne pas créer un centre pour être plus organisé, trouver un lieu où l'on peut se réunir, discuter et rencontrer les malades ophtalmologiques. C'est ainsi que nous avons sollicité du gouvernement l'obtention d'un terrain pour y mettre notre centre. J'en profite de le remercier à travers le président de la République pour cet espace qui nous a été attribué », a indiqué le PP Claude Dossou.

Le PR 25, Franck Hermann Kouassi, a souligné que durant tout son mandat commencé le 1er juillet 2024, il a eu la responsabilité de conduire les projets en cours. Et l'un d'eux est le centre d'ophtalmologie. Bien qu'il avait



Les membres du Lions club posant après la réception du bâtiment / Adiac

déjà reçu les papiers, ce qui signifie que formellement le terrain a été déjà attribué, de façon concrète le Lions club n'avait pas encore accès à ce terrain. Ce qui fait que la charge qui était la sienne avec son équipe était d'obtenir concrètement les clés de la parcelle, d'où cette cérémonie. Parlant de ce projet, le PR 25 Franck Hermann Kouassi a fait savoir qu'il concerne tous les Brazzavillois. Les actions de dépistage et de prévention du Lions club sont destinées à toute maladie oculaire. Pour l'essentiel, les prestations seront gratuites parce que la vocation de Lions club est de faire en sorte que la population la plus vulnérable ait accès aux soins de santé. « Ici ça va être un centre spécialisé sur les maladies des yeux. Bien sûr, il va nous falloir encore un peu plus de moyens pour organiser

la prise en charge, mais pour l'essentiel, on va commencer déjà le dépistage et la prévention et on va signer des conventions avec d'autres organisations pour la prise en charge, qu'il s'agisse du suivi ou des lunettes. Depuis cent ans, la cause qui a fait connaître le Lions club est la vue. Et nous avons voulu la pérenniser, la matérialiser à Brazzaville », a déclaré le PR 25 Franck Kouassi.

Matérialiser l'engagement par un centre de santé oculaire

Toutefois, le PR25 Franck Hermann Kouassi a souligné qu'à Brazzaville, il n'y a pas que la vue. Le Lions club a fait la même chose pour le centre de traitement ambulatoire des malades du VIH/sida à Talangai. Il en est de même pour l'hôpital des lépreux de Kinoundi (Le centre Poaty) et pour

la bibliothèque de Moukondo, l'école de Soprogi. « Il nous fallait matérialiser notre engagement vis-à-vis de la santé oculaire en ayant un point de présence, parce que la population nous le reprochait chaque fois. On reçoit des lunettes des partenaires, on les distribue et puis l'action s'arrête. On organise des campagnes et lorsqu'elles s'arrêtent, l'action finie. La population nous disait à chaque fois qu'il fallait avoir un centre où à n'importe quel moment, lorsqu'elle a des problèmes, qu'elle soit suivie. Car, avec ce point de présence pérenne, la population pourra à n'importe quel moment se faire dépister; bénéficier des contenus de prévention, parce que le glaucome et la cataracte sévissent beaucoup plus dans les différentes zones à cause de l'environnement, de la poussière, du

soleil », a-t-il précisé.

Le Pr Thierry Yandza, représentant de l'organisation non gouvernementale (ONG) Mutualistes sans frontières pour l'Afrique centrale, a félicité le Lions club, en particulier le PR 25 Franck Kouassi et le PP Claude Dossou, qui sont à l'origine de ce projet qui envisage d'aider la population pour des problèmes visuels et de mettre à la disposition des personnes vulnérables un centre de dépistage massif qui va leur faciliter le diagnostic et la prise en charge desdits problèmes. « L'ONG Mutualistes sans frontières a déjà organisé un certain nombre d'actions concrètes avec l'aide du président de la République. Nous avons en particulier ouvert l'école congolaise d'optique qui forme trente opticiens par an depuis 2021. Elle est la seule école d'optique publique d'Afrique. Nous avons également ouvert l'école publique d'ambulanciers du Congo. Ces deux écoles ont été mises à la disposition du gouvernement, mais tout naturellement, l'aménagement et les équipements ont été faits par Mutualistes sans frontières », a expliqué le Pr Thierry Yandza. Il a indiqué que si l'ONG Mutualistes sans frontières est intéressée par ce projet, c'est parce qu'elle peut passer une convention avec Lions club 25 pour l'attribution du matériel dont il a besoin afin de lancer cette entreprise qui est très importante pour la population.

Bruno Zéphirin Okokana

VIE DES PARTIS

La FMC Talangai offre des vivres aux victimes des inondations

Le Conseil du comité de la Force montante congolaise (FMC) du sixième arrondissement de Brazzaville, Talangai, a distribué, le 29 juin, des kits alimentaires aux ménages sinistrés de ayant subi des atrocités de la tornade qui s'est abattue la nuit du 13 au 14 juin.

Organisation de jeunesse du Parti congolais du travail (PCT), la FMC, notamment le conseil de son comité Talangai, a tenu à compatir avec les familles sinistrées et endeuillées, durement frappées par une tornade sans précédent. Hormis le réconfort moral qu'elle a apporté aux victimes, la FMC Talangai, conduite par son président, Fiston Ingani, leur a apporté des vivres. Plus de cent foyers en détresse ont reçu chacun un kit alimentaire composé d'un sac de riz, des boîtes de conserve, d'un bidon d'huile de cuisine, d'un carton de spaghettis et d'autres produits de première nécessité. Le but du geste de générosité

de la FMC Talangai est de permettre à ces familles vulnérables, dont la plupart des membres sont des jeunes de cette organisation juvénile, de subsister pendant un moment. «Après cette catastrophe naturelle qui a endeuillé plusieurs familles dans cet arrondissement, il était de bon aloi pour le comité de la FMC Talangai de venir compatir avec les victimes qui sont pour la plupart ses membres. La FMC est, certes, une organisation politique, mais elle est aussi une force sociale qui doit être près de la population. Nous exhortons la jeunesse de Talangai à intégrer notre organisation politique afin que nous



Une vue des sinistrés en attente d'être servis/Adiac

travaillons ensemble pour le bien-être du quartier », a indiqué Fiston Ingani.

Réceptionnant les kits ali-

mentaires, les sinistrés ont témoigné leur reconnaissance au conseil du comité FMC du sixième arrondissement pour

sa compassion à leur égard et lui ont promis un soutien constant et indéfectible.

Firmin Oyé

RIPOSTE CONTRE LE VIH/SIDA ET LA TUBERCULOSE

Le Fonds mondial investit plus d'un milliard FCFA

La représentation nationale du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a remis, le 27 juin à Brazzaville, au gouvernement, à l'occasion de la Journée de plaidoyer dans le cadre de la riposte contre le VIH/sida et la tuberculose, des équipements et infrastructures acquis grâce au financement du Fonds mondial à hauteur de 2,818, 682 de dollars, soit 1 691 209 000 FCFA.

La Journée de plaidoyer dans le cadre de la riposte contre le VIH/sida et la tuberculose en République du Congo a été ponctuée par la remise des outils de travail et des équipements destinés à la prise en charge des patients victimes de ces deux fléaux. Parmi ces équipements acquis et construits par le Pnud avec les financements du Fonds mondial, il y a un laboratoire national de référence P3 de mycobactériologie implanté dans l'enceinte des Grandes endémies et douze incinérateurs au niveau des hôpitaux de sept départements dont quatre à Brazzaville, deux à Pointe Noire, un à Dolisie, deux dans la Cuvette, un dans la Sangha, un dans la Likouala et un dans les Plateaux.

S'agissant du matériel roulant, le Pnud a remis au gouvernement quatre camions réfrigérés pour le transport des déchets ainsi que cinq véhicules Hardtop et Hilux pour le transport des produits au niveau des districts sanitaires. Le ministre de la Santé et de la Population, Jean Rosaire Ibara, a posé les premières pierres des travaux de construction du siège du Programme national de lutte contre le sida qui sera construit à Poto-Poto, dans le 3^e arrondissement de Brazzaville, et de vingt entrepôts pour le stockage des produits de santé dans les quinze départements.

Le Pnud a procédé aussi par la même occasion à la remise aux autorités congolaises d'un ensemble de réalisations qui sont partie prenante de la solution



Jean Rosaire Ibara posant la première pierre des travaux du siège du PNL/Adiac

pour l'éradication du VIH et de la tuberculose dans le pays d'ici à 2030. Il s'agit, entre autres, de l'enquête comportementale et biologique réalisée par le Conseil national de lutte contre le sida dénotant l'impérieuse nécessité de garantir une disponibilité universelle des services de dépistage, de traitement et un suivi régulier des malades. « Nous savons que plus on investit dans la santé ainsi que la prévention des trois maladies, à savoir le VIH, la tuberculose et le paludisme, moins les cas de maladie et de morbidité affecteront la population, et plus le mieux-être sera. Nous sommes donc tous appelés à contribuer à notre juste part attendue pour réduire la mortalité liée au VIH/sida et à la tuberculose, et arrêter la chaîne de transmission », a déclaré la représentante résidente du Pnud au Congo, Adama Dian-Barry.

Le Congo appelé à honorer sa contrepartie

Intervenant en ligne depuis Genève, en Suisse, le gestionnaire du portefeuille du Fonds mondial au Congo, Lionel Caruana, qui s'est félicité des progrès réalisés depuis plus de 20 ans, a averti que la situation du pays était très critique dans la sous-région. « Le Fonds mondial pour les trois années 2024-2025-2026 représente 90 millions d'euros d'investissement, ce qui n'est pas rien. Ces 90 millions d'euros sont des dons des bailleurs de fonds, ce ne sont pas des prêts à la République du Congo. En octroyant un don de 90 millions d'euros, le Congo s'est engagé, il y a quelques années, à donner sa contrepartie qui représente près de 14 millions d'euros, soit 9 milliards FCFA dont 3 milliards FCFA par an. Ce cofinancement n'a pas encore été honoré », a alerté Lionel Caruana.

D'après lui, la première grosse conséquence du non-versement de la contrepartie est le fait qu'à la fin de 2026, 20 000 patients vivant avec le VIH n'auront pas de traitement, 4 000 patients souffrant de la tuberculose n'auront plus accès au traitement. Concernant les moustiquaires imprégnées, dans les semaines à venir, 20% de la population congolaise ne les recevront plus. La deuxième conséquence est que le Fonds mondial va couper sa contribution dans les semaines et mois à venir pour le cycle en cours. « Mais très probablement pour la prochaine contribution pour les années 2027-2028 et 2029. Il faut absolument éviter cela, vous n'êtes pas sans ignorer le contexte international de financement de la santé mondiale, les ressources sont contraintes et se sont des pays qui honoreront leur financement qui vont être privilégiés. Nous attendons im-

patiemment que le Congo honore sa contrepartie pour que les patients puissent recevoir le traitement dans un an », a-t-il plaidé.

Réceptionnant ces différents dons, le ministre de la Santé et de la Population est revenu sur les statistiques au niveau national. Selon lui, le nombre de cas de tuberculose notifiés est passé à 14 370, avec un taux de succès thérapeutique de 82% en 2023. Quant au nombre de personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral, il a atteint 44 112 en 2024, contre 26 030 en 2019, et les cas de décès sont passés de 8 600 à 6 300. Profitant de cette occasion, Jean Rosaire Ibara a salué l'engagement des partenaires techniques et financiers dont le soutien a permis d'obtenir une subvention de près de 59 milliards FCFA dans le cadre du 7^e cycle de financement. « Cette enveloppe devrait permettre de traiter 87 000 personnes vivant avec le VIH, 20 000 cas de tuberculose par an et plus de 520 cas de paludisme, tout en distribuant 40 millions de moustiquaires. Malheureusement, ce financement obtenu est en train d'être réduit à cause des tensions actuelles de trésorerie et ce qui posera des difficultés de prise en charge des patients », a-t-il regretté.

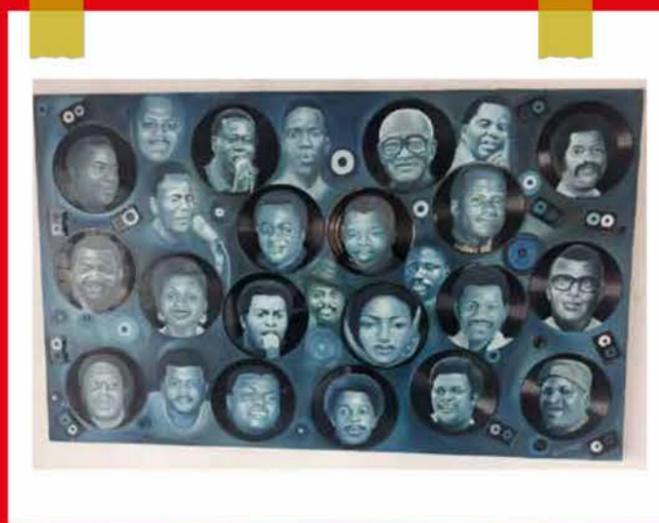
Le ministre a enfin appelé à une mobilisation collective et résolue de tous les partenaires en unissant leurs forces pour faire avancer la riposte contre le VIH/sida et la tuberculose.

Parfait Wilfried Douniama



PRÉSENTE
LA RUMBA CONGOLAISE
PATRIMOINE IMMATÉRIEL ET CULTUREL
DE L'HUMANITÉ

UNE EXPOSITION VENTE
 des œuvres de l'artiste peintre
Bonide Miekoutima



Du 21 juin au
21 août 2025

Dans l'enceinte des
 Dépêches

Contact :

+242 06 666 7065

+242 05 396 3535



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
 immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
 République du Congo



CENTRAFIQUE

Le Congo renouvelle ses effectifs au sein de la Minusca

Composée de 180 gendarmes et policiers dont 25 femmes, la onzième Unité de police constituée (UPC) de la République du Congo quitte le pays, le 3 juillet, pour assurer la relève au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) d'une durée de douze mois.

La cérémonie de prise de commandement couplée au transfert d'autorité s'est déroulée, le 27 juin, à l'Esplanade du stade de la Concorde de Kintélé, à Brazzaville, sous le patronage du ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo. Ceci, après six mois de stage de mise en condition opérationnelle. L'enjeu majeur de l'exercice de préparation consistait à réunir des officiers et sous-officiers, femmes et hommes, prélevés dans différentes formations de la police et de la gendarmerie, ne se connaissant pas nécessairement, pour construire sur cette base plutôt fragile une unité solide par le biais d'une formation intense aux normes internationales des opérations de paix.

Commencé le 2 décembre 2024, le cycle de préparation de l'Unité de police constituée (UPC)-11 s'est articulé sur cinq grandes phases que sont la formation des formateurs ;



Cérémonie de prise de commandement du nouveau commandant de l'UPC/Adiac

la génération de force ; la formation spécifique des cadres et des techniciens de l'unité ; l'instruction tactique pour l'ensemble de l'unité et la formation générale au maintien de la paix pour l'ensemble de l'unité également (...).

Transférant l'unité au commandant de police, le lieutenant-colonel de police Béranger Issombo qui a la charge de conduire la troupe, le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a rappelé le contexte dans

lequel le Congo s'est engagé en République centrafricaine (RCA) dans le cadre de la Minusca. Il s'est adressé à la troupe en ces termes : « La certification de la 11e UPC va, en effet, permettre la poursuite de notre pré-

sence en RCA, pays frère, qui mérite de voir le climat de paix retrouvé se consolider davantage sur toute l'étendue de son territoire. Nous sommes certains que cette unité, à l'instar des contingents précédents, sera à la hauteur de sa mission. C'est pourquoi j'en appelle aux officiers et sous-officiers, femmes et hommes membres de l'UPC-11, d'en prendre la pleine mesure... ».

Le ministre Charles Richard Mondjo a, enfin, instruit la troupe au respect des règlements militaires nationaux et des directives de la Minusca. Il tient également à la sécurité individuelle, à celle de l'ensemble de l'unité ainsi qu'au bon emploi des matériels et équipements en dotation. L'obligation d'être des dignes ambassadeurs du pays et des acteurs de paix pour le peuple centrafricain, par leur professionnalisme, en tout temps et en toute circonstance.

Guillaume Ondze

CHOC ÉCONOMIQUE

130 milliards d'euros d'investissements en Afrique bouleversent l'équilibre mondial

Le paysage économique africain connaît une transformation inattendue avec l'annonce d'un engagement massif de 130 milliards d'euros d'un pays sur le continent. Alors que le Ghana, autrefois phare d'attractivité pour les investissements étrangers, subit une baisse drastique de 55,9 % de ses investissements directs étrangers (IDE), l'impact de cette initiative pourrait redéfinir les dynamiques géopolitiques en Afrique et au-delà.

Le Ghana fait face à un déclin notable de son attractivité économique : les IDE ont chuté de 1,478 milliard de dollars en 2022 à seulement 649,58 millions de dollars en 2023. Cette tendance inquiétante doit beaucoup à des problèmes de gestion de la dette publique jugée insoutenable, incitant les analystes à alerter sur la nécessité de réformes économiques urgentes. « Sans réformes structurelles, la reprise économique du Ghana demeurera une tâche de Sisyphe », constate un économiste de la Banque mondiale.

La domination chinoise et turque dans les flux financiers

En dépit de cette situation critique, la Chine et la Turquie émergent comme acteurs prépondérants dans le panorama des investissements au Ghana, représentant ensemble 59,29 % des IDE. La Chine, avec des investissements de près de 212 millions de dollars, a diversifié son engagement à travers trente et un projets. « L'engagement chinois

ne faiblit pas, preuve d'une stratégie à long terme dans la région », note un expert en relations internationales. De son côté, la Turquie a concentré ses efforts sur seulement quatre projets, totalisant 173,27 millions de dollars, reflétant une intensité capitaliste qui soulève des préoccupations quant à la dépendance économique du Ghana vis-à-vis des deux puissances étrangères. Cette dualité pourrait fragiliser la résilience économique du pays, exposant ses vulnérabilités face à des fluctuations des flux d'investissement.

Autres acteurs sur la scène internationale

En dehors de ces deux nations, l'Inde et le Portugal ont également contribué à la mosaïque d'investissements ghanéens. Avec respectivement 77,93 millions et 54,69 millions de dollars injectés, ces pays se positionnent comme des acteurs émergents dans un marché très concurrentiel. D'autres

pays comme les États-Unis, l'Île Maurice, les Pays-Bas et l'Australie ajoutent leur voix à ce chœur d'investissements, affichant un intérêt persistant pour le Ghana, même si ces montants restent modestes en comparaison aux investissements dominants.

Réformes impératives et avenir incertain

Les défis sont amplifiés par la nécessité de réformer l'économie ghanéenne. « Les réformes économiques ne doivent pas être considérées comme des options, mais comme des impératifs pour attirer de nouveaux investissements », affirme un analyste économique local. La stabilité boursière et la gestion saine des finances publiques joueront un rôle clé dans la manière dont le Ghana pourra naviguer dans ces turbulences. L'avenir économique du pays dépendra de sa capacité à attirer des investissements diversifiés, à établir de nouveaux partenariats économiques et à optimiser la

gestion de sa dette. Une transformation positive pourrait aussi être catalysée par une réflexion stratégique sur les infrastructures, l'agriculture et les technologies vertes.

Une onde de choc géopolitique à surveiller

Le monde assiste à une redéfinition de l'équilibre économique en Afrique, accentuée par ces 130 milliards d'euros d'investissements. La réaction du Ghana, marquée par une baisse drastique des IDE et une heavy dépendance sur des acteurs spécifiques, pourrait avoir des répercussions géopolitiques à long terme. La question demeure : comment le pays, face à ces défis, exploitera-t-il son potentiel pour revenir sur le devant de la scène économique mondiale ? Dans un monde globalisé, le respect de la diversité des investissements et l'instauration de réformes efficaces seront essentiels pour garantir la position du Ghana en tant que destination d'investissement de choix.

Noël Ndong

RDC-RWANDA

Signature historique d'un accord de paix sous médiation américaine

Le 27 juin dans les bureaux du secrétaire d'État américain Marco Rubio, au septième étage du Département d'État à Washington, la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda ont officiellement signé un accord de paix.

Une avancée diplomatique majeure saluée par les États-Unis d'Amérique, médiateurs de l'initiative. La cérémonie, brève mais solennelle, a mobilisé le premier cercle de l'administration Trump. Le conseiller principal du président Donald Trump pour l'Afrique, Massad Boulos, a assuré la modération, tandis que Marco Rubio a présidé la séance, entouré des ministres des Affaires étrangères des deux pays.

Dans une atmosphère détendue et chaleureuse, les deux délégations ont été accueillies par une salve d'applaudissements. Massad Boulos a donné le ton en soulignant : « Pour les États-Unis, il est temps de rétablir la paix en RDC ».

Le ministre rwandais Olivier Nduhungirehe, intervenant en premier, a salué l'engagement du président Trump et rappelé le long processus



Les délégations rwandaise et congolaise posant avec les représentants de l'administration américaine./DR

ayant conduit à cet accord. « Le Rwanda place beaucoup d'espoir dans cette entente », a-t-il déclaré. Prenant la parole à son tour, Thérèse Kayikwamba, mi-

nistre des Affaires étrangères de la RDC, a exprimé sa gratitude envers les présidents Trump et Tshisekedi, saluant leur leadership. Elle a également reconnu l'appui de

l'Union africaine et du Qatar dans le processus. « Notre objectif est une paix réelle et durable au bénéfice de la population congolaise », a-t-elle affirmé.

Marco Rubio, chef de la diplomatie américaine, a réitéré la volonté du président Trump d'apporter la paix partout où elle est menacée, particulièrement dans la région des Grands Lacs. Les deux ministres ont ensuite signé l'accord, scellant cette nouvelle page de l'histoire par une poignée de main symbolique, sous les regards de plusieurs personnalités, notamment des diplomates du Qatar et du Togo. Les deux ministres ont ensuite été reçus à la Maison Blanche par le président Donald Trump, en signe de soutien fort à cette dynamique de paix.

Outre la ministre Thérèse Kayikwamba, la délégation congolaise était composée d'André Wameso, Patrick Luabeya, Sumbu Sita Mambu et du général-major Augustin Mamba.

Sylvain Andema



**TOUTE L'ACTUALITÉ
DU BASSIN DU CONGO**

▶ EN VIDÉO



(+242) 06-929-4505

info@adiac.tv

**84, Boulevard Denis Sassou N'Gesso
Brazzaville, République du Congo**

www.adiac.tv

PROMOTION DU MIEUX VIVRE ENSEMBLE

Les jeunes kinois signent un acte d'engagement

Une centaine de jeunes kinois, représentant la jeunesse de tout le pays, a signé, le 27 juin dans la grande salle Town hall meeting, à la Monusco/Utex Africa, l'acte d'engagement pour le mieux vivre ensemble.

Les signataires de l'acte, dont des étudiants, des acteurs politiques, des religieux, des représentants des mouvements associatifs et mouvements de pression, des journalistes invités du Bureau terrain/Kinshasa (BTK) du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) se sont engagés à travailler pour la cohésion sociale, la prévention et la lutte contre les messages haineux. Ils ont également promis de relayer ce message en vue d'avoir l'adhésion d'un grand nombre, tant dans la jeunesse que dans les autres tranches d'âge, pour assurer le mieux vivre ensemble, malgré les différences.

«Nous, les jeunes de Kinshasa, représentant les étudiants, les jeunes acteurs politiques de la majorité et de l'opposition, les divisions de la jeunesse et des droits humains, les jeunes des églises catholique et protestante, les jeunes des mouvements associatifs et de pression ou citoyens, les journalistes (...), prenons l'engagement, en ce jour, d'être les vecteurs de la cohésion sociale, de la lutte contre les discours haineux, afin de promouvoir la concorde au sein de la communauté congolaise, en général, et de la jeunesse, en particulier», ont dit ces jeunes dans le serment prêté à l'issue de l'atelier tenu dans la salle de la mission onusienne en République démocratique du Congo.

«Nous allons relayer ce message pour qu'il atteigne tout le monde, dans le cadre de la promotion de la tolérance, de la solidarité et de la paix et ainsi assurer le mieux vivre ensemble, parce que les discours de la haine fragilisent la paix», a assuré un des jeunes participants à cet atelier. Avant la signature de cet acte d'engagement, plusieurs recom-



Des jeunes à l'atelier/Adiac

mandations ont été faites par les différents groupes des jeunes, à la jeunesse et à l'ensemble des acteurs socio-politiques ainsi qu'à toute la population. Une promesse a également été faite de relayer ces recommandations, pour leur appropriation par les différents groupes visés.

Réduire les risques des violences

Ce projet, mené par le BCNUDH et ses partenaires, vise à réduire les risques des violences liées aux discours d'incitation à la haine ou à la diffusion de fausses informations, afin de prévenir ou de gérer des conflits sociologiques ou communautaires, notamment à travers les médias formels et sociaux par la jeunesse kinoise pour une cohésion sociale pour tous.

Pour arriver à ces résultats, des présentations ont été faites en vue de faire comprendre à la jeunesse son rôle dans l'établissement de la cohésion sociale et le

mieux vivre ensemble. «Tous ces discours ou communications, ainsi que des comportements ou langages péjoratifs ou discriminatoires pour porter atteinte à un groupe de personnes sur les éléments liés à leur identité et capables d'inciter la violence ou la discrimination, doivent être stoppés», a souligné Alidou Ngapna, coordonnateur de l'Unité des rapports et enquêtes au BCNUDH.

«La jeunesse universitaire est en train de manquer à une norme sociale. Nous avons la plus grande responsabilité parce que nous devons être le cerveau de la jeunesse et donner l'impulsion. A chaque fois que nous réagissons avec un discours de haine, nous paraissions faibles d'esprit, alors que nous sommes capables d'apporter des solutions et en mesure de gérer. Face à toutes les frustrations, la solution est la quête de la connaissance», a indiqué Josué Ngida, un des pa-

nelistes.

«Pour un vivre ensemble harmonieux, les jeunes doivent être le moteur de la société, jouant un rôle crucial pour atteindre la cohésion sociale. Les jeunes peuvent et doivent jouer un rôle crucial dans la résolution des conflits communautaires», a dit Suzanne Aku, une autre paneliste.

«Nous avons le devoir de prévenir toutes formes de conflits. Les jeunes doivent contribuer activement dans la construction de la paix. Il faut utiliser les énergies que la jeunesse dégage et travailler activement pour le rétablissement de la paix», a-t-elle souligné.

Pour cette activiste des droits de l'homme, les jeunes doivent être actifs. «Nous ne devons pas attendre que les solutions nous viennent d'en haut. L'idée, c'est de commencer et de voir comment résoudre les problèmes avec les moyens à notre disposition», a-t-elle insisté.

De son côté, Mamadou Saidou Diallo, coordonnateur du BTK/BCNUDH, a salué cette implication des jeunes dans cette campagne et a assuré la détermination de sa structure à continuer de travailler pour la cohésion sociale et le mieux vivre ensemble en RDC. Le BTK, dans cette action, travaille dans le sens d'accompagner les jeunes porteurs des projets en lien avec la cohésion sociale, la prévention des discours haineux; sensibiliser la population kinoise en général, et la jeunesse en particulier sur la cohésion sociale et la prévention des discours haineux; renforcer les capacités des leaders religieux sur les outils de lutte contre les discours haineux et de la désinformation; utiliser les médias, les réseaux sociaux pour promouvoir le message de paix et la cohésion sociale; etc. Il s'agira également d'investir dans la campagne médiatique en utilisant les leaders d'opinion.

Lucien Dianzenza

RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ NATIONAL

Samuel Roger Kamba échange avec la diaspora congolaise à Bruxelles

En marge de sa participation au sommet mondial sur la vaccination, le Dr Samuel Roger Kamba, ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale de la République démocratique du Congo (RDC), a eu une rencontre avec les professionnels de santé congolais de la diaspora à Bruxelles, en Belgique.

La réunion stratégique s'est inscrite dans le cadre des efforts du gouvernement visant à renforcer le système de santé national par le retour et la participation active des ressources humaines qualifiées vivant à l'étranger. Devant ses compatriotes, le ministre Samuel Roger Kamba a lancé un appel fort et symbolique : « Le pays a besoin de ses enfants ».

Il a souligné l'urgence pour la RDC de s'appuyer sur l'expertise de ses fils et filles formés ou exerçant à l'étranger

afin de répondre aux besoins criants en soins de santé, notamment le manque de médecins, de spécialistes et d'équipements médicaux, insistant sur l'insuffisance actuelle des ressources humaines en santé.

Avec plus de 100 millions d'habitants, la RDC ne compte à ce jour que 21 000 médecins inscrits au tableau de l'ordre, un chiffre largement en deçà des besoins. Toutefois, le ministre a assuré les professionnels présents en ces termes : « Les conditions sont en

train d'être réunies pour favoriser votre retour ».

En outre, il a évoqué la mise en place des structures facilitant l'intégration et l'exercice des professionnels de la diaspora, et la capacité désormais du système à prendre en charge les actes médicaux de manière plus structurée et accessible. Le retour peut prendre plusieurs formes, a-t-il précisé, notamment des retours définitifs, des séjours ponctuels pour des missions ou encore des collaborations hybrides à

distance. Quelle que soit la modalité, toute contribution, a-t-il précisé, est la bienvenue. La situation reste critique dans des provinces où dix-sept d'entre elles ne disposent d'aucun médecin spécialiste. Cette réalité renforce l'appel à l'action lancé par le ministre à tous les professionnels de la santé congolais vivant à l'étranger. « Nous avons besoin de vous pour reconstruire ensemble notre système de santé », a-t-il conclu.

Blandine Lusimana

FORMATION QUALIFIANTE

Douze jeunes de Djeno reçoivent officiellement leurs diplômes



Douze jeunes (8 garçons et 4 filles) de Djeno ont reçu ce 27 juin, les diplômes de fin de formation au Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage aux métiers de maintenance industrielle (CEFA-MMI), conformément aux engagements de TotalEnergies EP Congo envers les communautés, notamment celle de Djeno. La cérémonie s'est déroulée en présence de représentants de TotalEnergies EP Congo, de ses partenaires techniques, des autorités locales, et des familles des apprenants

Financé par TotalEnergies, ce programme s'inscrit dans le cadre de sa politique sociale et plus particulièrement dans l'axe « Education et insertion des jeunes ». A travers cette initiative, la compagnie TotalEnergies, affirme sa volonté d'agir de manière concrète pour renforcer l'employabilité des jeunes des communautés riveraines à ses sites, en leur donnant accès à des compétences techniques reconnues sur le marché du travail.

L'évènement vise à célébrer l'aboutissement de la première édition du programme On job Training et à remettre officiellement les diplômes aux 12 jeunes bénéficiaires. Il s'agit également de saluer l'implication de CEFA-MMI et de DIETSMANN qui ont contribué activement à la réussite de cette initiative à travers leur expertise pédagogique et technique. En formant des talents d'aujourd'hui, TotalEnergies EP Congo investit dans les compétences de demain et par-

ticipe ainsi à un développement local plus inclusif et durable.

S'adressant aux récipiendaires, Lionel Petyth, chef de division support aux opérations TotalEnergies EP Congo a signifié que ces 12 jeunes représentent l'illustration palpable de l'engagement de TotalEnergies EP Congo à agir localement pour construire durablement et ce, conformément à l'axe « Education et insertion des jeunes » de la politique sociale de cette société. « Ne renoncez jamais à vos rêves. Vous êtes désormais des ambassadeurs du savoir-faire, de l'engagement et de l'espoir pour toute une génération. Vous êtes prêts à tracer votre propre chemin » a-t-il déclaré.

Pour sa part, Jean-Baptiste Baray, directeur général de DIETSMANN, a souligné que, c'est à la fois une satisfaction et une chance de travailler avec TotalEnergies et de voir ces jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi avec envie d'apprendre. « C'est vraiment bien de voir ces jeunes se sentir intéressés et de voir qu'à la fin de leur parcours qu'ils ont appris quelques choses et qu'au-delà des connaissances ces derniers ont aussi des savoirs faire » a-t-il déclaré.

Soulignons que, dans le cadre de ses engagements envers les communautés locales, notamment celle de Djeno, TotalEnergies EP Congo a lancé en septembre 2024, le programme On Job Training en partenariat avec le Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage aux métiers de maintenance industrielle (CEFA-MMI) et la société DIETSMANN. Ce programme professionnalisant est le fruit d'un test de sélection rigoureux auquel ont participé 76 jeunes de Djeno. A l'issue de ce processus 12 jeunes (8 garçons et 4 filles) ont été retenus pour suivre une formation de 9 mois axée sur trois métiers techniques : Froid et climatisation, électricité industrielle, mécanique générale. Le programme a combiné des modules théoriques dispensés au CEFA-MMI et des mises en situation concrètes sur le chantier DIETSMANN à Djeno.



PARUTION

Ferréol Gassackys publie «Pachelbel ce génie méconnu»

Paru aux éditions Les trois colonnes, l'ouvrage de soixante-douze pages aborde l'histoire méconnue de Johan Pachelbel, dont le Canon résonne à travers les âges.

A travers son ouvrage, Ferréol Gassackys invite les lecteurs à un voyage dans le temps, explorant l'influence indélébile du compositeur baroque sur les artistes aussi divers que Bach, Marley, Sardoou, Ménélik et Orelsan. Au fil des pages, il s'agit de percer le mystère d'un génie dont les mélodies, aux vertus thérapeutiques, ont su traverser les siècles et les continents. Une enquête fascinante sur la puissance d'une œuvre éternelle.

En effet, Johan Pachelbel, compositeur du dix-septième siècle, reste une figure énigmatique malgré la renommée de son Canon en ré majeur, une pièce qui continue de captiver et d'émouvoir des générations d'auditeurs. Sa musique, qui a traversé les siècles et les frontières, s'est ancrée dans la culture populaire, influençant même des hits contemporains. Des études suggèrent que son Canon pourrait avoir des effets bénéfiques sur la santé mentale et psychique, soulignant son impact profond sur le

bien-être humain. Malgré une bibliographie limitée, la curiosité pour sa vie et son œuvre ne cesse de croître, révélant un trésor de compositions qui témoignent de son talent exceptionnel et de son influence sur des musiciens tels que la famille Bach. Ce génie méconnu mérite une reconnaissance plus large et une exploration plus approfondie de son héritage qui pourrait enrichir le monde de la musique classique et au-delà.

Pour l'éditeur, « il y a des musiques que l'on croit connaître, qui nous accompagnent sans que l'on sache d'où elles viennent vraiment. Le Canon de Pachelbel en fait partie », écrit-il. Derrière cette mélodie envoûtante se cache un homme, un compositeur oublié, pourtant incontournable : Johan Pachelbel. Ce livre, poursuit-il, est né d'une émotion, d'un frisson, d'une révélation. « Ferréol Gassackys, avec une passion communicative, nous entraîne sur les pas de ce génie discret, explorant les

PACHELBEL
CE GÉNIE MÉCONNU
FERRÉOL GASSACKYS



Les 3 Colonnes

La couverture du livre/DR
échos de son œuvre dans la musique moderne. A travers une enquête érudite mais toujours accessible, il redonne à Pachelbel la place qu'il mérite dans notre mémoire collective. Un hommage vibrant à la puissance intemporelle de la musique », poursuit l'éditeur. Le style de Ferréol Gassackys explore avec curiosité, sincérité et une profonde humanité. Ce style, vivant et accessible, alterne récit personnel, analyse musicale et fresque historique. « Il nous emmène dans un voyage sensible, loin du ton académique, et nous fait découvrir la musique



Ferréol Gassackys

comme un lien invisible entre les époques. Chaque page témoigne d'un émerveillement contagieux», précise-t-il.

Un livre séducteur

Ce livre s'adresse à tous ceux qui aiment la musique, qu'ils soient mélomanes avertis ou simples auditeurs émus. Il séduira également les amateurs d'histoire culturelle, les enseignants et les curieux en quête de sens. Accessible et captivant, il est une passerelle entre musique classique et culture populaire, entre émotion intime et patrimoine universel.

Homme politique congolais et

homme de culture, Ferréol Gassackys est romancier, poète et essayiste. Il a écrit plusieurs articles dans différents organes de presse et publié plusieurs ouvrages. Il est l'auteur des ouvrages ci-après : Les hasards du destin (Roman), paru aux éditions Harmattan-Congo, 2019 ; La foi de Ferréol (Recueil de poèmes), paru aux éditions Renaissance Africaine, 2020, en France ; Frikia pèlerin des âges (Roman), paru aux éditions Harmattan, 2021, en France ; Cadenas (Roman), suivi de L'Amitié, comme message central dans la littérature (Essai), paru aux éditions Harmattan-Congo-Brazzaville, 2021 ; Supplices (Poésie), paru aux éditions l'Harmattan ; Paul Pascal Gassackys, mon père, cet être singulier (Biographie romancée), 2022 ; Brèves réflexions sur le vertueux, l'instinctif, le truand et l'autre (Essai), 2023 ; L'ombre du désespoir (Roman), paru aux éditions les trois colonnes, 2024 ; Pachelbel, ce génie méconnu, paru en 2025 aux éditions Les trois colonnes.

Bruno Zéphirin Okokana

EN VENTE

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

ÉMILE GANKAMA

*A la vie
bel hommage*

L'improbable
destin de
Lundala

Esclavage et héroïsme
sous la protection
de Kimpa Vita

LEANDRE MODILO

Armand Claude ABANDA

Fils de Prêlat

Roman

ÉMILE GANKAMA

TRIBALISTE TOI-MÊME !

Le village Nord?Stou au Congo-Brazzaville
Idées reçues et manifestations. Parlons-en !

ESSAI

LLM Éditions

Sarah,
ma belle-cousine

Henni Djombo

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

L'art oratoire
chez les Ambósi

Préface de
Pv Théophile ORENGA

Sarah,
ma belle-cousine

Henni Djombo

Hérissone Payima Lombobo

Les organisations
internationales de
l'Afrique centrale

Recueil de textes

Préface du Professeur Aliouane SALL.

Guy MENGHA

La marmite
le Koka-Mbala

Grand prix du concours interafricain 1967

Théâtre



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Gesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN

Bantadi Prince Emmanuel souhaite une prise en charge concrète des droits

Le président du Parlement des enfants de Pointe-Noire, Bantadi Prince Emmanuel, s'est exprimé à l'occasion de la célébration en différé, le 26 juin dernier, de la Journée de l'enfant africain par Samusocial, en partenariat avec les associations membre du Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (Reiper).

La Journée de l'enfant africain a été célébrée cette année sur le thème « Planification et budgétisation des droits de l'enfant : vers une inclusion réelle des enfants et jeunes vivant en rue dans l'accès à l'éducation, à la santé, à la protection et à la justice ». Pour le président du Parlement des enfants de Pointe-Noire, sans planification, les droits restent des mots sans budget, les engagements restent des promesses. « Je me tiens devant vous aujourd'hui, non pas seulement comme président du Parlement des enfants de Pointe-Noire, mais comme un porteur de voix des jeunes et enfants vivant en rue. La planification et la budgétisation des droits de l'enfant représentent un outil concret d'inclusion, de justice et d'espoir » a-t-il déclaré.

Pour sa part, Arle Ntonta, directeur du Samu social



Pointe-Noire, a rappelé que le 16 juin de chaque année un hommage est rendu à celles et ceux qui, par leur courage et leur voix, ont por-

té haut les droits de l'enfant en Afrique. « Cette journée n'est pas seulement la célébration uniquement d'un combat passé. Celle-ci nous

La photo souvenir lors de la cérémonie / Adiac interpelle aujourd'hui sur nos responsabilités et sur l'urgence de traduire nos engagements en action concrète » a-t-il déclaré.

Diverses séquences ont marqué cette célébration, notamment une table ronde réunissant experts, décideurs publics, acteurs de la protection de l'enfance et anciens enfants et jeunes vivant dans la rue ; des témoignages poignants d'enfants accompagnés vers la réinsertion ; une exposition artistique et performances culturelles portées par les jeunes en situation de rue en collaboration avec le Centre culturel pour enfants; la présentation d'un appel à l'action adressé aux autorités et aux bailleurs.

Acteur majeur de la protection de l'enfance au Congo, le Samu social Pointe-Pointe-Noire milite depuis 2006 pour une prise en charge médico-psychosociale d'urgence des enfants vivant dans la rue, tout en œuvrant pour leur réinsertion sociale à travers un réseau dynamique des partenaires.

Séverin Ibara



**INFORMER, ANALYSER,
DIFFUSER, RAYONNER**

Agence d'Information de l'Afrique Centrale,
un acteur économique majeur à vos côtés.

ÉCONOMIE

ART, CULTURE, MÉDIA

POLITIQUE

INTERNATIONAL

RÉFLEXION

SPORT

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIACTV

LE COURRIER
DE KINSHASA

CONTACTEZ
NOUS

84, Boulevard Denis Sassou N'Gesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

CONNECTEZ
VOUS

www.adiac-congo.com
www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.lecourrierdekinshasa.com
www.adiac.tv

RÉSEAUX
SOCIAUX



CONGO INDUSTRIE

Une usine de biocarburants s'implante à Loudima

Agri-hub Arturo Bellezza de Loudima est le nom de la société de production de biocarburants que la compagnie pétrolière italienne Eni vient d'édifier dans la ville éponyme sur les terres du département de la Bouenza. Elle a officiellement été mise en service, le 28 juin, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

En créant, l'année dernière, dans son pays d'origine Eni Naturel Energies Congo SAU, sa filiale dédiée aux activités autres que pétrolières, l'opérateur italien s'oriente vers ce qu'il appelle « une transition juste et durable » dans sa stratégie de promouvoir les énergies renouvelables. Première expérience en la matière au Congo, l'unité de production de biocarburants de Loudima innove en termes de valorisation des oléagineux tels que le tournesol, le ricin et le soja cultivés localement.

Au cours de la cérémonie, Guido Busco, le représentant d'Eni, a salué l'exemplarité du partenariat qui lie sa société à la République du Congo depuis bientôt six décennies et promis de le consolider davantage. L'on retient en substance qu'à ce jour, les cultures développées au profit de cette « transition énergétique » couvrent une superficie de 15 000 hectares pour une production estimée à 1,1 million de tonnes d'huiles. Celle-ci passera à 3 millions l'année prochaine pour dépasser les 5 millions en 2030 tandis que les surfaces cultivées franchiront le cap des 40 000 d'hectares.

Guido Brusco est aussi revenu sur la politique de développement de l'entreprise, notant l'intérêt pour Eni d'assurer le transfert des compétences dans le cadre des activités d'Agri-hub de Loudima. La mécanisation agricole, la conversion de sous-pro-



Le président Denis Sassou N'Guesso et le représentant d'Eni Guido Busco posant en famille/Adiac

duits industriels en aliments de bétail ou en engrais, le soutien aux start-up locales, la réduction de l'utilisation du charbon de bois jugé polluant au profit de foyers améliorés sont autant d'orientations destinées à raffermir la vision de la nouvelle société. « Présent au Congo depuis 1968, Eni a su évoluer et développer de nombreux projets dans les domaines tels que l'énergie, la santé, l'éducation, la culture, la recherche, etc. », s'est-il réjoui. Pour le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes, le modèle économique initié par Eni est unique en ce qu'il s'appuie sur « la contribution de la population dans la production de la matière première ». L'avantage est triple, a-t-il expliqué : « Il permet de lutter contre la pauvreté en développant une culture en milieu rural

qui n'entre pas en compétition avec les cultures alimentaires ; de structurer une filière agricole locale tout en intégrant la chaîne de valeur mondiale du biocarburant ; enfin il permet, à terme, de produire localement des biocarburants afin de combler en tout ou partie le gap structurel en carburants et réduire de manière subséquente les importations de diesel ».

Son collègue de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Valentin Ngobo, a insisté, quant à lui, sur le « pacte de confiance » scellé désormais entre l'agriculteur et l'unité de production de biocarburants de Loudima. Il y perçoit également un bénéfice à trois niveaux : « L'assurance technologique : c'est la garantie pour chaque agriculteur d'accéder aux meilleures semences, aux intrants les plus performants et à un appui technique de tous les instants ; l'assurance de

productivité concrétisée par une mécanisation sans précédent. Avec déjà 125 machines opérationnelles pour un parc attendu de 250 tracteurs et équipements modernes. Ces outils sont des instruments de libération : la libération de la pénibilité du travail, et la libération du potentiel de nos terres ; l'assurance économique ». Valentin Ngobo la considère comme « la véritable clé de voûte de cet édifice : la garantie absolue de la collecte et de l'achat de la production, à un prix juste, rémunérateur et transparent. C'est la fin de l'angoisse du lendemain. C'est le début de la capacité à planifier, à investir, à se projeter et à prospérer ».

Il est important de noter la satisfaction des autorités locales qui s'exprimaient par la voix de Jacqueline Kimbembé, maire de Loudima, heureuses de voir leur

ville, et plus largement la Bouenza, leur département, allonger la liste des entreprises qui offrent des emplois et concourent à l'amélioration de la qualité de vie de la population. On espère, par ailleurs, que la bénédiction « orbi et urbi » du site d'implantation d'Agri-hub Arturo Bellezza (1) par les notabilités des terres Kibaka, ponctuée par une revendication de propriété, apaisera l'environnement de travail. De telle sorte que le moindre contentieux déclaré soit réglé dans le dessein de permettre à la société d'atteindre les objectifs qu'elle s'est assignée au profit de toutes les parties.

À travers le nom Arturo Bellezza, « nous honorons notre collègue, pionnier dans la réalisation de ce projet, qui nous a brutalement quittés le 16 janvier 2023 », a expliqué Guido Busco lors de son allocution.

Gankama N'Siah

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Des assises sur l'employabilité et l'entrepreneuriat des étudiants

Les assises qui visent à ajuster l'écosystème de l'enseignement supérieur aux besoins de développement et du marché de l'emploi ont été ouverts le 30 juin, à Brazzaville, par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Ponctuées de panels interactifs entre les membres du gouvernement et les étudiants, elles prendront fin le 1^{er} juillet.

« Ensemble, nous devons définir les contours d'un nouveau pacte pour combler le fossé qui existe encore entre formation et exigence du marché du travail », a indiqué le chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, à l'ouverture des assises sur l'employabilité et l'entrepreneuriat des étudiants.

La ministre de l'Enseignement supérieur, le Pr Delphine Edith Emmanuel, quant à elle, a posé la problématique à laquelle ces assises doivent répondre : quel enseignement pour la société congolaise en mutation ? « Les assises doivent conduire à un changement de culture universitaire axée sur la professionnalisation des formations, intégrant de nouveaux cursus », a-t-elle fait savoir. Elle a souligné la nécessité de faire en sorte que l'acquisition des connaissances et compétences soit en adéquation avec les besoins de développement et les emplois disponibles.



La première journée des travaux a été ponctuée, entre autres, par un panel sur les politiques et réformes en faveur de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des étudiants : initiatives gouvernementales et problématiques. Un panel

animé par six membres du gouvernement pour éclairer la lanterne des étudiants et des partenaires.

Parmi les acteurs qui y prennent part, il y a l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo. Sa secrétaire générale,

Nancy Chenard, a salué le fait que le patronat congolais est associé à la résolution du problème de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des étudiants. « Le secteur privé est prêt à accueillir des étudiants dans ses structures, à

co-construire les programmes de formation adaptés aux besoins de l'économie », a-t-elle assuré.

La tenue des assises sur l'employabilité et l'entrepreneuriat des étudiants est, à dire vrai, une des recommandations des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche, a rappelé la représentante de l'Unesco, Fatoumata Marega. L'agence onusienne apporte, en effet, sa pierre à l'édification d'un système d'enseignement qui tienne compte du marché de l'emploi et qui aide les étudiants à sortir de la mentalité du fonctionariat pour celle de l'entrepreneuriat.

Au delà de communauté étudiante, le président de l'Union des élèves et étudiants du Congo, Chérubin Ibara, a souhaité que ces assises ne soient pas un point final mais un point de départ pour un nouveau paradigme de l'enseignement supérieur au Congo.

Rominique Makaya